



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

DIRECTION
DES SERVICES VÉTÉRINAIRES

28 MARS 2001

RENNES - ARRIVÉE

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT
ET DE LA DECONCENTRATION

LE PREFET DE LA REGION DE BRETAGNE
PREFET D'ILLE ET VILAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

4ème bureau

n° 30758 (modificatif)

(abroie le n° 20275 du 11/8/ 1992, modifié les 10/10/1996, 2/3/1998, 16/12/1998)

- VU la directive du conseil n° 91.671 du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;
- VU le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU la loi n° 61.842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et les décrets n° 73.218, n° 73.219 du 23 février 1973 et n° 87.279 du 16 avril 1987 pris pour son application ;
- VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement susvisé ;
- VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 portant nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifié et complété ;
- VU les décrets n° 92.184 du 25 février 1992, n° 93.1412 du 29 décembre 1993 et n° 99.1220 du 28 décembre 1999 modifiant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU l'instruction du Ministre du Commerce du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ;
- VU le décret n° 93.1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté du 29 février 1992, modifié par les arrêtés du 1^{er} juillet 1999 et du 14 août 2000, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les porcheries soumises à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;

- VU l'arrêté du 28 octobre 1975, modifié, pris en exécution du décret n° 75.996 du 28 octobre 1975 portant application de la loi du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution et prévoyant certaines dispositions transitoires applicables aux exploitations d'élevage ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1954 sur la pollution des eaux des étangs, canaux et cours d'eau ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1996 établissant un programme d'action à mettre en oeuvre afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté n° 20275 délivré le 11.08.92, modifié le 02.03.98 et le 16.12.98, à l'EARL MARQUET pour l'exploitation d'une porcherie ;
- VU la demande présentée par l'EARL MARQUET en vue d'obtenir l'autorisation de modifier les conditions d'exploitation de cette porcherie ;
- VU les plans joints à la demande d'autorisation ;
- VU l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées ;
- VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- VU l'avis du Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;
- VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement ;
- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- VU l'avis de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;
- VU le procès-verbal d'enquête publique ouverte dans la commune de PLEUGUENEUC du 30.03.92 au 30.04.92 et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU l'avis des conseils municipaux de PLEUGUENEUC et SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa réunion du 07.07.92 ;
- Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

A R R E T E

Article 1er - Objet classement

L'arrêté n° 20275 en date du 11.08.92 est abrogé.

L'EARL MARQUET est autorisée à exploiter un élevage de porcs au lieu dit "Les Basses Jardières" à PLEUGUENEUC.

L'établissement sera classé à la rubrique 2102 de la nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'environnement.

Les effectifs animaux entretenus dans l'exploitation ne devront en aucun cas dépasser par types et catégories ceux fixés au tableau ci-dessous.

Rubrique 2102	Nombre
<u>Reproducteurs (truies + verrats)</u> (Truies = femelle saillie ou ayant mis bas Verrat = males utilisés pour la reproduction)	322 truies productives (376 présentes) 6 verrats
<u>Porcelets sevrés de moins de 30 kg</u>	860
<u>Autres porcs</u> (Porcs à l'engrais - Jeunes femelles)	2 404 porcs à l'engrais

Article 2 - Implantation, intégration paysagère, risques naturels

La porcherie et ses annexes seront situées, installées et exploitées conformément au plan et au dossier joints à la demande d'autorisation.

Les installations seront conçues, implantées, aménagées et exploitées conformément aux prescriptions fixées dans les différents textes relatifs à la protection de l'environnement.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification notable de l'installation ou de son mode d'utilisation seront portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, la porcherie, ses annexes ainsi que les ouvrages de stockage des effluents, seront implantés :- à plus de 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;

- à plus de 35 m des puits et forages , des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

- à plus de 200 mètres des lieux de baignade et des plages ;

- à plus de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles sauf dérogation liée à la topographie.

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- habitation, un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes (logements, pavillon, hôtel, etc...) ;

- local habituellement occupé par des tiers, un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissements recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc...).

Article 3 - *Type de production – Mode d'élevage*

L'élevage sera de type naisseur engraisseur.

Le nombre de places de maternité est fixé à 92.

Les animaux seront entretenus sur lisier hormis la quarantaine sur paille (24 places).

Article 4 - *Conditions générales*

1) Equipements, installations

Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances, doivent être entretenus régulièrement.

Les installations seront conçues de manière à limiter les émissions polluantes dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

Chaque réservoir ou ensemble de réservoirs ou de récipients contenant des liquides inflammables doit être associé à une cuvette de rétention qui devra être étanche et maintenue propre.

2) Incident grave – Accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est-à-dire aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 modifiée) doit être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement.

3) Arrêt définitif des installations

Au moins un mois avant l'arrêt définitif de ses installations, l'exploitant doit adresser une notification au préfet du département, conformément au décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 modifié (article 34.1). Elle doit préciser les mesures prises ou prévues pour assurer la protection de l'environnement (c'est-à-dire des intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 modifiée), notamment en ce qui concerne :

- l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- la protection des installations pouvant présenter des risques d'accidents (puits, citerne, etc),
- la surveillance a posteriori de l'impact de l'installation sur son environnement.

Article 5 - *Prescriptions générales de fonctionnement*

1) Electricité

Les installations électriques seront conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles seront contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

2) Lutte contre l'incendie

L'exploitant disposera de ressources en eau permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie :

- soit l'implantation d'un poteau d'incendie normalisé situé, au plus, à 200 m de l'établissement ;
- soit une réserve d'eau d'au moins 120 m³ située à moins de 400 m, accessible en tout temps ;
- soit à partir d'un point d'eau naturel d'au moins 120 m³, accessible en toutes circonstances, à moins de 400 m.

3) Alimentation des animaux – Stockage des aliments

• *Mode et type d'alimentation*

L'alimentation sera de type biphase.

• *Stockage des aliments*

Les stockages de produits pulvérulents seront confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation (transvasement, transport de produits pulvérulents) sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisferont par ailleurs la prévention des risques d'accident, d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

4) Alimentation en eau

Un compteur d'eau volumétrique sera installé sur la conduite d'alimentation en eau de la porcherie.

Les animaux seront alimentés en eau potable exclusivement.

5) Evacuation des eaux

• *Toutes productions*

Les eaux pluviales non polluées ne seront pas mélangées aux effluents d'élevage et pourront être évacuées dans le milieu naturel.

Dans le cas où il existe des aires d'exercice ou d'attentes extérieures, les eaux pluviales provenant des toitures ne devront pas être rejetées sur ces surfaces, mais collectées par une gouttière et évacuées séparément.

Les aires extérieures de séjour, d'attente ou d'exercice des animaux seront soit en béton, soit en tout autre matériau étanche. Elles comporteront des dispositifs pour collecter les eaux pluviales et de nettoyage qui ne doivent pas s'écouler sur les terrains avoisinants. Les eaux ainsi recueillies seront dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires de la porcherie.

Tous les effluents, y compris les eaux de nettoyage de l'installation, seront évacués vers des ouvrages de stockage par des canalisations étanches.

• *Elevage en bâtiment*

Pour les bâtiments ou parties de bâtiments exploités sur paille ou sur litière accumulée toutes les dispositions seront prises pour éviter tout écoulement d'effluents ou d'eaux usées sur l'extérieur de la porcherie.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes seront collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des effluents de la porcherie.

La pente des sols des bâtiments d'élevage, des couloirs de circulation, des aires de repos, etc. ou des installations annexes (aires extérieures revêtues, etc.) permettra l'écoulement des effluents vers les ouvrages de collecte, de stockage ou de traitement. Tous les sols, toutes les installations d'évacuation (canalisations, caniveaux à lisier, etc...) ou de stockage seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

A l'intérieur du bâtiment, le bas des murs, sur une hauteur de un mètre au moins, sera imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité.

6) Entretien, lavage, désinfection, désinsectisation

Les bâtiments seront convenablement ventilés.

L'installation sera maintenue en parfait état d'entretien. Elle fera l'objet de lavages réguliers.

Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux ou abris seront nettoyés et désinfectés.

L'exploitant luttera contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire et au minimum une fois par an. Il tient à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés le rythme et les moyens d'interventions.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement seront stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

7) Odeurs

L'établissement sera aménagé et équipé de telle sorte qu'il ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

Article 6 - Stockage des effluents

Les ouvrages de stockage des effluents satisferont aux prescriptions de l'article 5, point 5.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage à l'air libre seront entourés d'une clôture de sécurité efficace.

Un dispositif de contrôle de l'étanchéité des ouvrages de stockage devra être installé. Ce dispositif pourra être constitué d'un réseau de drains avec regard de visite ou de tout autre système de contrôle équivalent.

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être seront étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles seront convenablement entretenues et feront l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement seront aériennes.

Les différentes canalisations seront repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts seront établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

- *Capacité de stockage*
- Stockage des effluents liquides : 3 480 m³ utiles
- Stockage des effluents solides : 30 m²

Les déjections solides seront stockées sur une aire étanche de 25 m² au minimum munie au moins d'un point bas où seront collectés les liquides d'égouttage qui seront dirigés vers les installations de stockage ou de traitement des effluents de la porcherie.

La superficie de l'aire de stockage sera suffisante pour recevoir les déjections solides de la porcherie pendant quatre mois au minimum.

Les stockages temporaires et de courte durée avant dispersion sur les terrains d'épandage ne sont pas visés par les dispositions du présent article.

Article 7 – Elimination des effluents - Epandage

Les effluents de la porcherie seront traités par épandage sur des terres agricoles régulièrement travaillées.

Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non traités est interdit.

La surface disponible sera de 308,34 ha de terrains exploités par les 12 agriculteurs suivants :

- M. Michel TREMAUDANT "la Ville-Milcent" SAINT-PIERR-DE-PLESGUEN (42,76 ha) ;
- M. Jean-Yves ROQUET "le Leix" PLEUGUENEUC (34,88 ha) ;
- M. Gilbert PINAULT "les Touches-Ferron" PLEUGUENEUC (34,74 ha) ;
- M. Patrick MANCHON "le Breil-Caulnette" PLEUGUENEUC (27,23 ha) ;
- Mme Madeleine LEPERE "le Breil-Caulnette" PLEUGUENEUC (18,10 ha) ;
- M. Hubert REGEARD "la Barre-du-Leix" PLEUGUENEUC (17,80 ha) ;
- M. Joseph THOMAS "la Janais" PLEUGUENEUC (16,64 ha) ;
- M. Michel ROBIDOU "le Bois-Hamon" SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN (6,43 ha) ;
- M. Patrick HAMON "les Gâts" MEILLAC (28,62 ha) ;
- M. Yves ROLLAND "le Bois-ès-Coq" PLEUGUENEUC (16,81 ha) ;
- EARL NIVOL "les Touches Ferron" PLEUGUENEUC (47,37 ha) ;
- Mme Jacqueline HOUEL "la Petite-Jardière" SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN (16,95 ha).

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées en fonction :

- de la mise en oeuvre ou non d'un traitement ou d'un procédé en vue d'atténuer les odeurs ;
- du délai maximal respecté après l'épandage pour pratiquer l'enfouissement par un labour ou toute autre pratique culturale équivalente sur les terres travaillées.